



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 47 (2021)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : la loi omnibus déclarée inconstitutionnelle
- ❖ Indonésie/Philippines : progression des réserves de change
- ❖ Singapour : croissance attendue entre 3% et 5% en 2022

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

+3,2%

Evolution de l'indice des prix à la consommation à Singapour en octobre (en g.a.), au plus haut depuis 8 ans

Région

Sommet du dialogue Europe-Asie (ASEM) les 25 et 26 novembre

Le 13^{ème} sommet du dialogue Asie-Europe (ASEM13) s'est tenu par vidéoconférence diffusée à partir de Phnom Penh (Cambodge) les 25 et 26 novembre 2021, avec pour thème « Renforcer le multilatéralisme pour une croissance partagée ». Après avoir été reporté en raison de la crise sanitaire, le sommet a finalement eu lieu et a permis d'évoquer les conditions de la reprise face à la pandémie. Les institutions européennes ont été représentées par Charles Michel, président du Conseil européen, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, ainsi que le Premier ministre slovène, Janez Janša, au nom de la présidence tournante du Conseil de l'UE, et le haut représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell.

Annnonce d'un partenariat stratégique global entre la Chine et l'ASEAN

Lors du sommet spécial ASEAN-Chine organisé pour commémorer le 30^{ème} anniversaire de l'établissement des relations bilatérales entre l'ASEAN et la Chine, le président chinois, Xi Jinping, a annoncé l'établissement d'un partenariat stratégique global (*Comprehensive Strategic Partnership*) avec l'ASEAN. Sur le volet économique, les deux parties se sont engagées à renforcer leur coopération dans les domaines de l'économie numérique, du développement des villes intelligentes, de l'intelligence artificielle, du commerce électronique, des mégadonnées, des cas d'utilisation de la 5G, de la transformation numérique, de la cybersécurité ainsi que de la sécurité des données. Ils se sont également engagés à coopérer pour permettre la transition vers une économie à faible émission de carbone, circulaire et durable.

Indonésie

Remise en cause de la loi omnibus par la Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle a jugé le 25 novembre que la loi portant création d'emplois, dite loi omnibus, était non constitutionnelle et a mis en demeure le gouvernement de la modifier dans un délai de deux ans, sous peine d'annulation définitive. La loi, qui avait modifié 77 dispositifs législatifs, vise à flexibiliser le marché du travail et réduire les lourdeurs bureaucratiques pour attirer davantage d'investissements étrangers. Elle restera en vigueur jusqu'à ce que les révisions nécessaires soient apportées dans un délai de deux ans mais la Cour a ordonné la suspension de toute décision stratégique d'importance prise en application de la loi et l'interdiction de toute nouvelle réglementation de mise en œuvre de la loi. En l'état, il n'est pas clair si les dispositions déjà mises en œuvre restent applicables ou non. Le ministre coordinateur des Affaires économiques, Airlangga Hartarto, a déclaré que le gouvernement respectait la décision de la Cour constitutionnelle.

Balance des paiements excédentaire de 10,7 Mds USD au T3 2021

La balance des paiements enregistre un excédent de 10,7 Mds USD au T3 2021, après un déficit de 0,4 Md USD au T2. Ce surplus de la balance des paiements est porté par un compte courant excédentaire de 4,5 Mds USD (soit 1,5% du PIB, contre un déficit 0,7% du PIB au T2) et l'augmentation de l'excédent du compte de capital et des opérations financières de 281,3%, pour atteindre 2% du PIB au T3 (contre 0,6% du PIB au T2). L'Indonésie enregistre des flux nets en investissements directs et de portefeuille de respectivement 3,3 Mds USD et 1,1 Md USD sur la période. Les actifs de réserves atteignent 146,9 Mds USD à la fin du T3, contre 137,1 Mds USD au T2 (+7,1%), soit l'équivalent de 8,6 mois d'importation et de service de la dette extérieure.

Maintien de la note à « BBB » par Fitch avec « perspective stable » pour les emprunts en devises à long terme

Fitch prévoit une croissance annuelle de 6,8% pour 2022 (3,2% en 2021), supérieure aux prévisions de Bank Indonesia (4,7-5,5%, contre 3,2-4,0% pour 2021). L'agence anticipe une réduction du déficit public de 5,4 à 4,5% entre 2021 et 2022, une prévision plus optimiste que celle du gouvernement (5,8% pour 2021, 4,9% pour 2022) afin de prendre en compte l'impact de la réforme fiscale sur l'augmentation des recettes publiques. Selon Fitch, la dette publique de l'Indonésie devrait atteindre 43,1% du PIB en fin d'année 2021 (contre 30,6% en 2019), un ratio qui reste inférieur à la médiane des pays de la catégorie « BBB » (60,3%). Fitch identifie néanmoins la part importante de la dette en devise locale détenue par des non-résidents et la faiblesse des recettes publiques comme un défi pour le financement du déficit public indonésien. Le ratio dette/recettes publiques devrait atteindre 341% en fin d'année 2021, contre 253% pour la médiane du groupe de référence.

Malaisie

Etats-Unis/Malaisie : économie numérique et semi-conducteurs

Le 18 novembre, Gina M. Raimondo, ministre du Commerce américaine (U.S. Secretary of Commerce) a effectué une visite en Malaisie. Elle a été reçue par Ismail Sabri (Premier ministre), Azmin Ali (ministre du Commerce international et de l'Industrie) et Annuar (ministre des Communications et du Multimédia). Au cours de cette visite, la ministre américaine a évoqué le développement des relations bilatérales en matière de 5G, de cybersécurité et d'économie numérique. Elle a signé une déclaration avec Azmin Ali en vue, en collaboration avec l'industrie des semi-conducteurs, de renforcer la

transparence, la sécurité et la résilience des chaînes d'approvisionnement. Dans ce qui ressemble à un exercice d'équilibre, le Premier ministre a assisté, le 23 novembre, au lancement du centre de solutions innovantes consommateurs de Huawei.

La situation d'AirAsia toujours aussi délicate

Après l'accord de ses créanciers (classes A, B et C) à une très forte restructuration de sa dette le 12 novembre dernier, AirAsiaX doit lever des fonds pour faire face à un déficit d'exploitation qui s'accroît et une trésorerie difficile à assurer. Son chiffre d'affaires s'établit à 99 M MYR (23,4 M USD) et son résultat à -149 M MYR (36 M USD) au troisième trimestre, en nette dégradation par rapport au trimestre précédent (contre 72 et 26 M MYR au second trimestre). Dans le même temps, Thai AirAsia a dû licencier 20% de son effectif. La situation de l'entreprise est donc périlleuse et de plus en plus soumise à la rapidité à laquelle le secteur aérien se remettra pour lui permettre de faire face à ses obligations financières.

Amélioration du marché de l'emploi

Après un plus haut au deuxième trimestre 2020 à 5,1%, le chômage poursuit lentement sa baisse pour s'établir à 4,7% au troisième trimestre (et 4,8% au deuxième). Le nombre de chômeurs s'établit à 746 200 personnes. Dans le même temps, la productivité est en léger repli de 0,6% (après -12,9% au deuxième trimestre). Entre cette tendance baissière, une pénurie de travailleurs étrangers et des problèmes de recrutement de main d'œuvre qualifiée, et le recul des salaires sous l'effet de la crise (y compris par le temps partiel), la direction des statistiques de Malaisie projette une hausse des salaires supérieure à 6% en 2022.

Singapour

Une reprise confirmée par les prévisions officielles de croissance et d'inflation

Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) prévoit une croissance du PIB autour de 7% en 2021 et de 3% à 5% en 2022 (contre une estimation de +3,2% selon le FMI). Le MTI note toutefois que la reprise des différents secteurs de l'économie resterait inégale, avec notamment une reprise plus lente et graduelle pour les secteurs liés à l'aviation et au tourisme. Le MTI a également mis à jour les chiffres du PIB pour le T3 2021, pour lequel la croissance atteindrait désormais +7,1% en glissement annuel (contre +6,5% selon les chiffres préliminaires). Par ailleurs, l'inflation a atteint 3,2% en octobre, soit son niveau le plus élevé en 8 ans, selon l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et le MTI. L'inflation a été tirée à la hausse par les prix des voitures (+14,3% g.a) et des loyers (+2,5%). La MAS table sur une inflation d'environ 2% sur l'année.

Reconnaissance par l'UE des certificats de vaccination délivrés à Singapour et annonce de nouvelles VTL

Depuis le 25 novembre, l'UE reconnaît les certificats COVID délivrés par Singapour comme équivalents au certificat numérique de l'UE. En retour, le gouvernement singapourien s'est engagé à accepter le certificat numérique de l'UE pour les voyageurs européens à destination de Singapour. Singapour est le premier pays d'Asie du Sud-Est à reconnaître le système de certificat numérique COVID de l'UE. Parallèlement à cette annonce, le 26 novembre, les autorités singapouriennes ont annoncé la création de 6 nouvelles bulles aériennes avec la Thaïlande, le Cambodge, les îles Fidji, les Maldives, le Sri Lanka et la Turquie avec une entrée en vigueur prévue courant décembre.

Signature d'un protocole d'accord entre École 42 et la Singapore University of Technology and Design (SUTD)

En présence du ministre de l'Éducation, Chan Chun Sing, et de l'Ambassadeur de France à Singapour, l'Université de technologie et de design de Singapour (SUTD) et l'École 42 (42) ont signé un protocole d'accord destiné à la mise en place d'un programme 42 à Singapour. Dans le cadre du réseau 42, une école de formation gratuite sera créée à Singapour. Soutenu par *SkillsFuture Singapore*, le programme « 42 Singapore » visera à développer un vivier de talents dans le secteur de la Tech et de l'économie numérique. SUTD prévoit l'admission de 450 étudiants locaux et étrangers dans le cadre de ce programme au cours des trois premières années.

Vietnam

Visite du Premier ministre vietnamien au Japon

En visite officielle au Japon les 22-25 novembre, le Premier ministre, Pham Minh Chinh, s'est entretenu avec son homologue Kishida Fumio le 24 novembre. Les deux dirigeants ont convenu de continuer à coopérer étroitement dans de nombreux secteurs (vaccins et médicaments contre le COVID-19, sécurité et défense, reprise des vols commerciaux et passeports vaccinaux, accueil de travailleurs vietnamiens au Japon...). L'APD japonaise se concentrera sur les infrastructures de transport, la résilience au changement climatique, la santé et la transformation numérique. Après l'entretien, les deux dirigeants ont assisté à la signature de 11 accords de coopération entre ministères, agences et entreprises des deux pays. Le lendemain, Pham Minh Chinh a participé à la conférence Vietnam-Japon sur la promotion de l'investissement dans le cadre de laquelle plus de 40 accords de coopération d'un montant de 3 Mds USD ont été conclus entre entreprises vietnamiennes et japonaises.

Ratio des prêts non performants en hausse à 1,9% en septembre 2021

Les créances irrécouvrables des banques devraient revenir aux niveaux observés pour la dernière fois en 2017 en raison des impacts de COVID-19. Fin septembre 2021, le ratio s'établissait à 1,9%, contre 1,69% à la fin de l'année dernière, a indiqué la Banque d'État du Vietnam (SBV). Le niveau des créances douteuses élargies aux créances placées dans la Vietnam Asset Management Company (VAMC) atteignait 7% en 2017 et pourrait revenir à ce niveau en 2021.

Inauguration d'une ligne maritime reliant le Vietnam, la Malaisie et l'Inde

Une ligne maritime reliant le Vietnam, la Malaisie et l'Inde a été inaugurée le 25 novembre. Cette ligne maritime devrait alléger la pression sur le transport de marchandises, stabiliser l'offre de services de transport et soutenir les entreprises nationales. Le nombre d'arrivées de navires étrangers dans les ports maritimes du Vietnam a atteint 59 100 au cours des 10 premiers mois de 2021, une augmentation de 30% par rapport à 2020.

Thaïlande

Dégradation de l'emploi des jeunes due à la crise sanitaire

Conséquence des effets économiques de la crise sanitaire, le taux de chômage des jeunes (de 15 à 24 ans) en Thaïlande se hisse à 9% au premier trimestre 2021, soit un niveau jamais atteint selon un récent rapport du BIT. Entre le quatrième trimestre 2019 et le premier trimestre 2021, il augmente ainsi de 2,9 à 6,1% pour les hommes et de 4,9 à 7,5% pour les femmes. En lien avec la baisse du nombre d'emplois

des jeunes (-7% sur la période), leur taux d'emploi s'est également réduit, passant de 47,5% à 46,2% chez les hommes et de 33,8% à 33% chez les femmes. Ce sont surtout les petites entreprises (avec moins de 50 salariés) qui ont été le plus affectées, avec une diminution du nombre d'embauches de jeunes, de 18% pour les hommes et de 24% pour les femmes. Pour rappel, le taux de chômage global en Thaïlande s'élève au troisième trimestre à 2,25% selon le dernier rapport du NESDC (contre encore 0,98% en 2019).

Concentration dans le secteur des télécommunications

Le groupe thaïlandais CP Group et l'opérateur norvégien Telenor ont convenu de fusionner leurs unités de télécommunications en Thaïlande, True corporation pour le premier (deuxième en parts de marché à 32% dans l'internet mobile, derrière le groupe AIS) et DTAC pour le second (troisième en termes de parts de marché à 22%). La nouvelle entité devrait être détenue à 33,1% à part égale par CP et Telenor, à 10% par la société chinoise China Mobile, le reste (23,8%) par des investisseurs institutionnels. La société nouvellement créée bénéficierait d'une part de marché d'environ 54%, supérieure à celle du leader actuel AIS (46%) en partie détenu par le groupe singapourien Singtel, pour un chiffre d'affaires total estimé à environ 7 Mds USD. L'accord doit néanmoins encore attendre le feu vert des instances de régulation. Cette fusion intervient dans un contexte de compétition accrue pour le contrôle du marché de la 5G en Thaïlande, dans un marché qui compte déjà plus de 90 M d'abonnements mobile, avec un taux de pénétration de 130%. Les deux entreprises publiques CAT Telecom et TOT sont en cours de fusion au sein de National Telecom (NT).

Philippines

Accélération des dépenses d'infrastructure en vue des élections

D'après le ministère du Budget et de la Gestion (DBM), au mois de septembre 2021, les dépenses d'infrastructure s'établissent à 1,2 Md USD, soit une augmentation de 25% en glissement annuel. Cela porte les dépenses cumulées à fin septembre à hauteur de 11,3 Mds USD, en augmentation de 42% par rapport à la même période l'année dernière, dépassant en même temps l'objectif du gouvernement de 8,9%. Cette augmentation peut être attribuée aux préparatifs des élections, en particulier en prévision d'une interdiction électorale de certains travaux publics du 22 mars au 8 mai 2022.

Excédent mensuel de la balance des paiements à son plus haut depuis 6 mois

D'après la Banque centrale des Philippines (BSP), la position de la balance des paiements de l'archipel était excédentaire de 1,1 Md USD au mois d'octobre 2021 (-66,8% par rapport à l'excédent de 3,4 Mds USD d'octobre 2020). Cela représente le plus gros excédent de la balance depuis six mois, et un renversement par rapport au déficit de 412 M USD au mois de septembre dernier. Fin octobre, la position de la balance des paiements reflète une augmentation des réserves internationales brutes à 107,8 Mds USD contre 106,6 Mds USD le mois précédent.

Recul de la valorisation des réserves d'énergies fossiles de 38% en 2020

D'après l'Autorité philippine des statistiques, la valeur monétaire totale des réserves de charbon, de pétrole, de gaz naturel et de condensats a atteint 6,6 Mds USD en 2020. Il s'agit d'une baisse de 38,7% par rapport à la valeur enregistrée de 10,90 Mds USD en 2019. Les réserves de charbon ont diminué en valeur monétaire de 2,2 Mds USD en 2019 à 1,5 Md USD en 2020, tandis que la valeur monétaire des réserves de pétrole a diminué de 4,2 Mds USD en 2019 à 2,5 Mds USD en 2020. La rente totale de toutes ces ressources énergétiques non renouvelables a contribué pour 0,3% au PIB des Philippines en 2020.

Cambodge

Croissance de 2,8% en 2021 selon AMRO

Le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN + 3 (AMRO) prévoit une croissance économique de 2,8% cette année grâce à une solide reprise de l'industrie manufacturière, stimulée par une demande accrue de vêtements et d'autres exportations de produits manufacturés. Cette prévision est plus optimiste que celle du FMI (2,2%) et de la BAsD (1,9%). Le Premier ministre HUN Sen a, pour sa part, estimé cette semaine qu'une bonne gestion de la situation au cours des deux derniers mois permettrait à l'économie du pays à croître d'environ 3% cette année.

Prêt de 180 M USD de la BAsD pour améliorer les services urbains

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un financement de 180 M USD pour améliorer les infrastructures et stimuler la compétitivité de 3 villes (Bavet, Kampot et Poipet). Ce prêt vise notamment à renforcer leurs services de gestion des déchets et leur capacité de prévention des inondations. Ce projet sera soutenu par une subvention d'assistance technique de 2 M USD du Fonds japonais pour la réduction de la pauvreté. L'assistance technique se concentrera sur le développement durable et résilient des villes, y compris l'amélioration de la planification de l'utilisation des terres, la capacité institutionnelle, ainsi que la gouvernance.

Soutien aux PME agricoles pour stimuler la reprise économique

Dans le cadre de la préparation d'un nouveau cadre stratégique et d'un programme de réhabilitation pour stimuler la croissance, le gouvernement prévoit de mettre en place un mécanisme de financement pour les PME notamment du secteur agricole, à hauteur de 250 M USD, sous forme de prêts de la Banque des PME et de la Banque de développement agricole et rural. Le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche cherche également à coopérer avec des banques commerciales et des institutions de microfinance pour attribuer des prêts à taux d'intérêt modéré (5%-5,5%) aux entreprises des zones rurales liées à l'agriculture, l'élevage, la transformation des produits agricoles, l'écotourisme, etc.

Laos

500 M USD de prêts de la Corée du Sud au Laos

Le Gouvernement laotien compte emprunter 500 M USD au Fonds de coopération pour le développement économique (EDCF) sud-coréen pour financer 14 projets de développement. 300 M USD seront consacrés au financement de 6 projets de digues d'ici 2023. L'EDCF financera également des études de faisabilité pour 3 autres projets : un projet de gestion intégrée du fleuve Mékong dans la province de Champassak, la modernisation du système de collecte des impôts pour le ministère des Finances et la construction de nouveaux hôpitaux dans le sud du Laos pour le ministère de la Santé.

Appel à de nouveaux investissements chinois dans les infrastructures

Selon l'accord signé en ce sens le 19 novembre par le vice-Premier ministre laotien et le chef de la Commission nationale chinoise pour le Développement et la Réforme (NDRC), la partie laotienne a sollicité davantage d'investissements chinois dans les grands projets d'infrastructure, notamment la construction de voies rapides en PPP ou selon un modèle BOT. La partie chinoise a promis d'aider le Laos à élaborer des plans d'action pour développer le commerce, les investissements et le tourisme dans les régions limitrophes du chemin de fer qui sera mis en service le 3 décembre.

Birmanie

Lancement d'une émission obligataire par le mouvement de résistance

Le National Union Gouvernement (NUG), cabinet fantôme d'opposition qui s'est formé en réponse au coup d'Etat, vient d'émettre une première tranche d'obligations (2 ans sans intérêt) pour un montant de 200 M USD. L'opération, qui pourrait être renouvelée à concurrence de 1 Md USD, a été souscrite à hauteur de 9,5 M USD les deux premiers jours de son lancement. L'argent récolté, via des comptes bancaires situés en dehors de Birmanie, sera destiné à financer la résistance et à soutenir les populations fragiles.

Difficultés liées au départ du japonais Kirin

Les manœuvres du conglomérat militaire MEHL, partenaire minoritaire dans Myanmar Brewery, compliquent la sortie du japonais Kirin qui contrôle 51% du brasseur birman. En effet, alors que l'investisseur japonais était en train de négocier les conditions de son départ, MEHL a fait déposer le bilan du producteur de bière. Cette démarche, semble-t-il destinée à éviter un arbitrage qui pourrait s'avérer couteux pour MEHL, est jugée illégale et contraire à l'accord de partenariat par Kirin qui s'apprête à déposer un recours.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Eva THACH, Raphaël BADR

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtrésor.gouv.fr ; eva.thach@dgtrésor.gouv.fr

